REPUBLIQUE DU NIGER

COUR D'APPEL DE NIAMEY

TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

**JUGEMENT COM-
MERCIAL N° 156 du
13/08/2025**

**AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 23 JUILLET
2025**

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique ordinaire du 23 Juillet deux mille vingt-cinq, statuant en matière commerciale tenue par Madame **MAIMOUNA NOU-HOU KOULOUNGOU**, Présidente du Tribunal, en présence de **GERARD DELANNE ET SEYBOU SOUMAILA**, Membres ; avec l'assistance de Maître **HADIZA DAOUDA**, Greffière, a rendu le jugement dont la teneur suit :

AFFAIRE :

**Société ORANO Mi-
ning ; Société des Mines
de l'AIR (SOMAIR) ;
Société IMOURAREN ;
Société Minière
D'Akouta (COMINAK)**

C/

**Monsieur MOUSTA-
PHA Hassane Diallo**

ENTRE

Société ORANO Mining, Société par Actions Simplifiées, ayant son siège social au 125 Avenue de Paris 92320 Chatillon (France) ;

Société des Mines de l'AIR (SOMAIR), société anonyme ayant son siège social à Niamey, Immeuble de Kawar ;

Société IMOURAREN, société anonyme ayant son siège social à Niamey, à la maison de l'uranium ;

Société Minière D'Akouta (COMINAK), société anonyme avec conseil d'administration, ayant son siège social à Niamey, à la maison de l'uranium.

Toutes assistées de la **SCPA MANDELA**.

**DEMANDERESSES
D'UNE PART**

ET

Monsieur MOUSTAPHA Hassane Diallo, né le 29/12/1989 à Niamey à la rive droite, promoteur de l'Entreprise Individuelle ICA, immatriculée au RCCM NIA -2014-A-1104, NIF 26 958/S, dont le siège est sis à kirkissoye .

**DEFENDEUR
D'AUTRE PART**

LE TRIBUNAL

Le 20 Mars 2025, le sieur Moustapha Hassan Diallo, promoteur de l'entreprise individuelle ICA a saisi le Président du tribunal de commerce de Niamey d'une requête afin d'enjoindre aux sociétés ORANO, SOMAIR, COMINAK et IMOURAREN SA ,de lui payer la somme De 129.347.864 en principal outre les frais, intérêts et taxes répartis comme suit :

Principal	129.347.864 F CFA.
Commission recouvrement.....	7.286.957 F CFA
TVA sur la commission.....	1.384.521 F CFA
Frais d'actes.....	80.000 F CFA
Frais de greffe.....	6.000 F CFA
Total à payer.....	138.202.636 F CFA

Par ordonnance n°47/P/TC /NY/2025 du 06 AVRIL 2025, le Président du tribunal a fait droit à ladite requête.

Cette ordonnance a été signifiée le 09 AVRIL 2025, et par acte en date du 18 AVRIL 2025, ORANO, SOMAIR, COMINAK, IMOURAREN SA formaient oppositions en assignant le sieur Moustapa Hassan Diallo , assisté de la SCPA MLK par devant le tribunal de commerce de Niamey.

Les dossiers ont été renvoyés devant les juges conciliateurs, qui après avoir constaté l'échec de la tentative de conciliation a renvoyé à l'audience contentieuse.

A l'audience du 17 juin 2025, une jonction a été ordonnée au dossier n°155/25.

FAITS

L'entreprise individuelle ICA avait conclu deux contrats de prestations de services avec les sociétés ORANO,SOMAIR, COMINAK ET IMOURAREN SA pour la maintenance préventive et corrective des dispositifs relais, système antenne, VHF, HF, satellitaire ainsi que du serveur informatique dédié à la géolocalisation.

En règlement de ses prestations, la requérante avait émis plusieurs factures à ses cocontractantes, qui sont restées impayées.

Par correspondance en date du 26 février 2025, le promoteur de l'entreprise ICA relançait les requises aux fins de règlement de ses factures.

Face au silence de ces dernières, il décidait de saisir le président du tribunal de commerce de Niamey d'une requête aux fins d'injonction de payer.

PRÉTENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Attendu que dans son exploit d'opposition, les opposantes sollicitent du tribunal au principal de déclarer nulle la signification de l'ordonnance d'injonction de payer en date du 09 avril 2025 ;

Qu'elles soutiennent que la requête sur la base de laquelle l'ordonnance a été rendue, n'a jamais été signifiée sur l'exploit de signification en date du 09 avril 2025 ; que selon ces dernières cette formalité prescrite par l'article 7 de l'AUPSRVE est une formalité substantielle pour laquelle une nullité est prononcée sans qu'elle ne soit prévue ou qu'il y ait besoin de justifier d'un grief ;

Qu'elles ajoutent qu'aux termes de l'article 8 de l'AUPSRVE l'acte de signification doit comporter la sommation faite au débiteur de payer dans un délai de dix jours ; qu'or elles faisaient remarquer que la signification de l'ordonnance n'impartit pas le délai de paiement ; que de ce fait l'acte de signification doit être déclaré nul ;

Au subsidiaire elles demandent au tribunal de déclarer irrecevable la demande de recouvrement de l'entreprise ICA ;

Qu'elles expliquent d'une part qu'en raison de l'article 21 des contrats liant les parties le litige né de l'interprétation ou de l'exécution du contrat doit au préalable faire l'objet d'un règlement amiable ; que cette prescription n'ayant pas été respectée par la partie demanderesse, son action est irrecevable ;

Que d'autre part, l'entreprise individuelle étant dépourvue de la personnalité juridique, celle-ci ne peut ester en justice ; que seul son promoteur peut agir en justice ; que conformément aux dispositions des articles 13 du code de procédure civile, 30 aliéna 1^{er} de l'AUDCG, l'entreprise ICA n'a pas la capacité d'agir ; qu'ainsi son action est irrecevable ;

Qu'elles poursuivent en indiquant au très subsidiaire que la demande en recouvrement de l'entreprise ICA est mal fondée au motif qu'aucune clause des contrats ne prévoit une solidarité entre les quatre sociétés ; que l'article 1^{er} du contrat n° 0016 du 16 février 2021 prévoit une répartition par pourcentage entre les parties et l'établissement d'une facture individuelle distincte pour chaque client ; qu'ainsi chacune des sociétés doit répondre de ses engagements ;

Qu'elles affirment que leur patrimoine étant distinct, la demande en recouvrement globale ne peut leur être demandée ;

Qu'elles soulignent en outre que les trois dernières factures sont relatives au contrat PCSP, qui est un troisième contrat en cours d'exécution ; que de ce fait le montant cumulé de ces trois factures ne devrait pas figurer sur le montant réclamé ; qu'ainsi sa demande en recouvrement est mal fondée ;

Que par ailleurs elles sollicitent une compensation entre les parties en soutenant que dans le cadre des deux contrats en datent du 1 février 2021 et 16 février 2022 et comme prévu par l'article 8 alinéa 2 du contrat du 16 février 2021, un acompte de 151.200.000 F CFA a été accordé à l'entreprise ICA par la SOMAIR ; qu'au jour de la résiliation du contrat il restait le montant de 52.920.000 F CFA comme acompte non remboursé ; que conformément à l'article 1290 du code civil, elles sollicitent une compensation entre les dettes et constater que la compensation opérée éteint la créance du sieur MOUSTATPHA HASSAN DIALLO ;

Qu'elles concluent en formulant une demande reconventionnelle pour solliciter la condamnation de l'entreprise ICA au paiement de la somme de 16.400.048 F CFA à titre de reliquat ;

Suivant conclusion en réponse en date du 11 juillet 2025, le conseil du requérant sollicite du tribunal au principal de déclarer irrecevable les oppositions à l'ordonnance d'injonction de payer ;

Qu'il soutienne que les opposantes dans leur assignation en opposition ont assigné devant le tribunal de commerce statuant en matière commerciale ; qu'il estime que la procédure d'injonction de payer est une matière spéciale, régie par une loi spéciale et une procédure spéciale ; que de ce fait celle-ci est totalement différente de la procédure commerciale dont connaît le tribunal de commerce et qu'en conséquence, leur opposition doit être déclarée irrecevable conformément à l'article 66 section I de la loi n°2019-01 du 30 avril 2019 ;

Qu'au subsidiaire il faisait remarquer que la nullité tirée de la violation de l'article 7 et 8 soulevée par les opposantes est une nullité *suis generis*, car non prévue par la loi ; qu'en effet il affirmait que conformément à l'article 16-1 de l'AUPSRVE aucune nullité ne peut être prononcée sans être prévue par un texte et sans justifier d'un grief ; que le caractère d'ordre public évoqué par les opposantes ne saurait prospérer dès lors qu'elle n'a pas été prévue par un texte ;

Quant à l'absence d'indication du délai de dix jours pour le paiement de la créance, il faisait observer que celui-ci a été indiqué dans la signification ainsi que l'indication de prendre connaissance des documents produits par le requérant au greffe ;

En ce qui concerne l'irrecevabilité de la demande en recouvrement, il déclarait qu'aucune différence n'existe entre le sieur SITTA MOUSTTAPHA DIALLO et l'entreprise ICA ; que la question de la personnalité juridique de l'entreprise individuelle a été tranchée par la haute juridiction communautaire dans un arrêt en date du 30 juin 2009 ;

Qu'au fond il soutient au bienfondé de la demande en recouvrement au motif que les opposantes ont reconnu le montant dû à travers d'une part le courrier en date du 12 mars 2025 et d'autre part leur demande en compensation devant le tribunal ;

Qu'enfin il précisait que la demande en compensation des opposantes n'est pas fondée dès lors que ces dernières ne détiennent aucune créance sur ICA et la compensation ne peut s'opérer qu'entre deux dettes exigibles ;

A l'audience le conseil des opposantes était revenu sur la question de l'irrecevabilité des oppositions en raison de la saisine du tribunal de commerce statuant en matière commerciale ; il précisait que la procédure d'injonction de payer est une procédure relevant de la compétence du tribunal de commerce ; qui statue quel que soit la procédure en matière commerciale ;

Concernant les autres chefs de demandes, il maintenait l'essentiel de ses précédentes argumentations ;

En réplique le conseil de l'entreprise ICA réitérait l'essentiel de ses arguments ;

DISCUSSION EN LA FORME

SUR L'IRRECEVABILITÉ DES OPPOSITIONS À L'ORDONNANCE D'INJONCTION DE PAYER

Attendu que l'article 17 de la loi n°2019-01 du 30 avril 2019, énumère les cas de compétence d'attribution des tribunaux de commerces ; que l'article 66 de ladite loi précise que les dispositions relatives à l'injonction de payer sont celles prévues par l'OHADA ;

Attendu que le tribunal de commerce est une juridiction spécialisée comme il en ressorte de l'article 2 de la loi 2019-01 ; que cette juridiction en raison de cette spécialité statue en matière commerciale ;

Attendu que la matière commerciale englobe tous les cas de litiges énumérés à l'article 17 précité ainsi que les procédures simplifiées de recouvrement et mesures conservatoires ou d'exécution prévues par le code OHADA tel qu'il résulte des articles 66, 67 et 68 de ladite loi ;

Attendu que la procédure d'injonction est une procédure prévue par le code OHADA ; que le tribunal de commerce connaît de tous les litiges relatifs à l'acte uniforme sur les procédures simplifiées de recouvrement et voies d'exécution ; que l'injonction de payer y fait partie ;

Attendu que le tribunal de commerce statue toujours en matière commerciale étant une juridiction spécialisée et cela quelle qu'en soit le type de procédure dès lors ou elle rentre dans la matière commerciale ; que la procédure d'injonction de payer n'est qu'une partie de la matière commerciale;qu'au regard de tout ce qui précède il y a lieu de dire que c'est à bon droit que les opposantes ont saisi le tribunal de commerce statuant en matière commerciale et qu'il faille par conséquence rejeter l'irrecevabilité soulevée par le conseil de ICA comme étant mal fondée ;

Attendu que les oppositions ont été faites dans le délai requis et à la forme prévue ; qu'il y a lieu de les déclarer recevables conformément aux articles 9 et 10 de l'AUPSRVE ;

SUR LA NULLITÉ DE LA SIGNIFICATION DE L'ORDONNANCE D'INJONCTION DE PAYER

Attendu que l'article 7 de l'AUPSRVE dispose « une copie certifiée conforme de l'expédition de la requête et de l'ordonnance d'injonction de payer, délivrée conformément aux dispositions de l'article 6 du présent acte uniforme est signifiée à l'initiative du créancier à chacun des débiteurs par acte extrajudiciaire.

L'ordonnance portant injonction de payer est non avenue si elle n'a pas été signifiée dans les trois mois de sa date » ;

Que l'article 8 dispose « À peine de nullité, la signification de l'ordonnance portant injonction de payer contient sommation d'avoir, dans un délai de dix jours :

- Soit à payer au créancier le montant de la somme fixée par l'ordonnance ainsi que les intérêts et frais dont le montant est précisé ;

- Soit, si le débiteur entend faire valoir des moyens de défenses, à former opposition ;
.... » :

Attendu qu'il ne résulte pas des pièces de la procédure que les débitrices ont reçu signification de la copie certifiée conforme de l'expédition et de l'ordonnance d'injonction de payer ;

Attendu que le but poursuivi par le législateur OHADA est de permettre aux débiteurs de connaître à travers ces documents les moyens et pièces sur lesquels s'est fondé le demandeur à l'ordonnance ;

Mais attendu que l'article 16-1 de l'AUPSRVE a prévu le principe de : pas de nullité sans texte et pas de nullité sans grief ; qu'en outre il ressort de l'acte de signification que le créancier a indiqué que les débitrices pouvaient prendre connaissance au greffe du tribunal les documents produits par le requérant ;

Qu'en tout état de cause le défaut de communiquer les pièces par actes extrajudiciaire n'est pas sanctionné par une quelconque nullité ; que mieux cette formalité ne peut être considérée comme substantielle dès lors ou chaque partie à la possibilité de consulter au greffe du tribunal les pièces sur lesquels le requérant a fondé sa demande ; qu'au regard de tout ce qui précède il y a lieu de rejeter ce moyen comme étant mal fondé ;

Qu'en ce qui concerne la nullité pour violation de l'article 8 de l'AUPSRVE, il ressort de l'acte de signification de l'ordonnance que si celui comporte certes la sommation à payer le montant enjoint par l'ordonnance, il n'en demeure pas moins que le délai de dix jours impartis par l'article 8 n'a pas été indiqué ;

Mais attendu que conformément à l'article 16-1 de l'AUPSRVE aucune nullité ne peut être prononcée sans que celui qui l'invoque justifie d'un préjudice ; que les opposantes ne prouvent pas en l'espèce en quoi ce défaut d'indication de délai de paiement leur cause un préjudice ; qu'en effet elles ont fait opposition et fait valoir leur moyen de défense ; qu'il convienne dès lors de les débouter de leur demande comme étant mal fondée ;

SUR L'IRRECEVABILITÉ DE LA DEMANDE EN RECOUVREMENT

Attendu que l'article 139 du code de procédure civile dispose « constitue une fin de non-recevoir tout moyen qui tend à faire déclarer l'adversaire irrecevable en sa demande sans examen au fond, pour défaut du droit d'agir tels : le défaut de qualité, le défaut d'intérêt, la prescription, l'expiration d'un délai préfix, la chose jugée » ;

Attendu que l'énumération faite à l'article 13 est de nature indicative ;

Attendu qu'il résulte de l'article 1134 du code civil ; que le contrat est la loi des parties ;

Attendu que l'article 21 des contrats des parties dispose « les parties conviennent que tout litige né directement ou indirectement de l'interprétation et ou de l'exécution du présent contrat doit, au préalable, faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties.

A cet effet, la partie la plus diligente saisira l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen laissant trace écrite.

L'acte de saisine devra comporter le motif du différend et proposer une date de rencontre des parties qui ne devra pas excéder trois jours ouvrables à compter de sa réception par l'autre partie.

A défaut de conciliation dans un délai de dix jours calendaires à compter de la réception de l'acte de saisine, le différend sera porté devant le tribunal compétent de Niamey» ;

Attendu qu'à la lecture de cet article, les parties ont convenu d'un règlement amiable avant toute saisine d'une juridiction ; qu'elles ont décrit la procédure à suivre suivant un délai et une forme précise ;

Attendu qu'il ne résulte pas des pièces du dossier que ce préalable a été respecté ;

Attendu que la chambre mixte de la Cour de Cassation dans un arrêt rendu en date du 14 février 2003 a décidé « que licite, la clause d'un contrat instituant une procédure de conciliation obligatoire et préalable à la saisine du juge, dont la mise en œuvre suspend jusqu'à son issue le cours de la prescription, constitue une fin de non-recevoir qui s'impose au juge si les parties l'invoquent » ;

Attendu qu'en l'espèce le conseil des opposantes a soulevé une fin de non-recevoir tirée du non-respect du préalable du règlement amiable ;

Qu'au regard de tout ce qui précède il y a lieu de déclarer irrecevable la demande en recouvrement formulée par l'entreprise ICA, pour défaut de règlement amiable préalable ;

SUR LES DÉPENS

Attendu que l'entreprise ICA a succombé à la présente instance ; qu'il y a lieu de la condamner aux dépens conformément à l'article 391 du code de procédure civile ;

PAR CES MOTIFS LE TRIBUNAL

Statuant publiquement, contradictoirement en matière commerciale et en premier ressort :

EN LA FORME

- **Reçoit la fin de non-recevoir soulevée par le conseil de l'entreprise ICA tirée de l'irrecevabilité des oppositions ;**
- **La rejette comme étant mal fondée ;**
- **Déclare recevable les oppositions ;**
- **Reçoit la fin de non-recevoir soulevée par le conseil des opposantes tirée de la nullité de la signification de l'ordonnance d'injonction de payer ;**
- **La rejette comme étant mal fondée ;**
- **Reçoit la fin de non-recevoir tirée de l'irrecevabilité de la demande en recouvrement tirée du défaut d'un règlement amiable ;**
- **La déclare fondée ;**
- **Déclare par conséquent irrecevable la demande en recouvrement de l'entreprise ICA ;**
- **La condamne aux dépens ;**

Avise les parties de leur droit de faire appel du présent jugement dans le délai de huit (08) jours de son prononcé devant la chambre commerciale spécialisée par déclaration écrite ou verbale au greffe du tribunal de céans, ou par voie d'huissier.

Ont signé les jours, mois et an que dessus

LA PRÉSIDENTE

LA GREFFIÈRE